



[A la Une](#) > [Politique](#)

Comment Hulot et Joly s'approprient le programme écologiste

LEMONDE.FR | 10.06.11 | 20h28

"Ce n'est pas facile de débattre quand on est d'accord sur le fond..." Ce constat a été formulé très tôt par un des quatre candidats venus à Paris pour le second rendez-vous de la primaire écologiste, jeudi 9 juin. Et il est partagé par tous.



Nicolas HULOT, Eva JOLY AFP/Bertrand GUAY

[C'est donc sur le style et sur la façon de présenter les choses que Nicolas Hulot et Eva Joly](#), les deux favoris du scrutin, se sont opposés à La Bellevilloise.

Hulot s'est voulu plus pédagogue, Eva Joly a pris plus d'exemples internationaux, donné plus de détails. Elle a plus parlé de social, Hulot d'environnement.

Ce second débat se voulait encore très policé, car les candidats s'expriment les uns après les autres. Mais cela n'a pas empêché les quatre prétendants de chercher à dérouler le programme commun à leur manière, sur les thèmes imposés de la soirée : agriculture, fiscalité, biodiversité...

Sur l'agriculture : conditionnement des aides et "crise alimentaire"

[Pour Nicolas Hulot](#), "la France doit jouer sur la qualité, plutôt que sur la quantité". L'ex-animateur choisit de mettre en avant deux mesures : d'abord, imposer que "l'approvisionnement de la restauration collective se fasse sur la qualité, la proximité et des produits labellisés". "Et chaque commune devrait geler l'équivalent des surfaces nécessaires à sa survie alimentaire", ajoute-t-il. Car, selon Hulot, on n'est pas à l'abri, même en France, d'une "crise alimentaire".

"50 % des surfaces agricoles sont utilisées pour nourrir le bétail", dénonce-t-il aussi, dénonçant les agrocarburants, comme Eva Joly ultérieurement.

[Eva Joly](#), interrogée sur les mesures prises par [Nicolas Sarkozy](#) pour faire face à la sécheresse, les dénonce : elle accuse notamment le président d'avoir "cédé sur le point de créer une multitude de petites retenues d'eau", ce qui revient à "ne pas rompre avec l'agriculture d'irrigation", qui amène pourtant des "désastres".

Si Eva Joly salue "l'année blanche" sur les remboursements de prêts accordée par Sarkozy aux agriculteurs, elle pose cette condition : "Pas de solidarité nationale si on abandonne pas la culture du tout-arrosage." Par ailleurs, l'ex-juge rend hommage aux militants du mouvement écologiste : faucheurs d'OGM, Greenpeace...

[Henri Stoll](#), maire et conseiller général du Haut-Rhin, insiste sur la réforme au niveau européen : "Au



niveau de la PAC, la politique agricole commune, tu touches plus de pognon si tu fais du maïs irrigué que non irrigué..." Stéphane Lhomme, le candidat qui a fait de la critique de Nicolas Hulot l'axe central de sa campagne, plaide lui pour des mesures au niveau international.

Sur la fiscalité : impôts redistributifs et polémique sur la taxe carbone

Pour Nicolas Hulot, il y a "une aberration" dans système fiscal : "Les prélèvements pèsent sur le travail. Il faut les basculer sur les impacts environnementaux."

Attendu sur la controversée taxe carbone, qu'il a défendue, Hulot argumente : le réchauffement climatique reste une inquiétude, or "65 % des émissions de gaz à effet de serre viennent des émissions diffuses" : il faudrait donc bien "taxer le carbone". Mais "à pression fiscale égale" et en aidant les plus démunis, par exemple avec un prix progressif de l'eau et de l'énergie.

Hulot va aussi sur un terrain plus social : "Il faut resserrer l'éventail des revenus", admet-il, avant de lancer une pique applaudie : "Ceux qui sont assistés sont ceux qui sont en haut, et qui fraudent."

Eva Joly est d'accord sur le constat : "Les riches payent moins d'impôts." Elle cible "les niches fiscales antiécologiques", par exemple sur les pesticides. Et choisit de parler de la crise du logement, proposant de doubler l'investissement dans les logements sociaux. Joly mise sur la "régulation", par exemple pour imposer l'isolation des logements. Quant à la taxe carbone, "c'est un instrument parmi d'autres", estime-t-elle.

Joly propose un revenu maximum à 500 000 euros par an, avec au-delà une "fiscalité confiscatoire". Et lâche : "Il faut revenir aux impôts tels qu'ils étaient en 2000." Car la baisse d'impôts est "responsable de notre déficit". Au passage, elle tacle Peugeot, soupçonné de vouloir fermer un site à Aulnay-sous-Bois.

Stéphane Lhomme plaide pour "un impôt progressif". Et se dit défavorable à la taxe carbone, qui "avantagerait le nucléaire" et taxerait "les plus modestes". Il veut ramener la TVA restauration à 19,6 %, épinglant Sarkozy.

Cause animale : contre la tauromachie et pour la chasse "populaire"

Nicolas Hulot, interpellé comme les autres candidats sur la tauromachie, la dénonce comme une pratique "dont on ferait bien de se débarrasser". Il dénonce aussi la chasse à courre et cite la cause animale. Ainsi que la condamnation de la France pour avoir mal protégé le grand hamster d'Alsace.

Sur la chasse, Hulot plaide pour "une vision différenciée" : "Ceux qui vivent à la campagne et partent avec leur chien pour améliorer le repas dominical, ça ne me pose pas de problème."

Eva Joly voit en la corrida un "spectacle d'une autre âge" mais plaide pour la régulation de la chasse : "La chasse populaire est un héritage de la Révolution."

Elle dénonce "les projets d'infrastructures pharaoniques" prévus en France dans des zones de nature. Et souhaite "améliorer la traçabilité de la pêche et des bois".

Henri Stoll estime que la corrida, comme ce qui attise "les sentiments bas des hommes", doit être



supprimée.

Stéphane Lhomme prend l'exemple de l'interdiction de la tauromachie dans des régions d'Espagne. Sur la chasse, "conquête populaire", il s'inquiète du problème des plombs, qui "créent du saturnisme".

Sur le nucléaire : négociations avec le PS et créations d'emplois

Pour Nicolas Hulot, interrogé sur les négociations avec les socialistes, "il ne faut pas réduire l'accord avec le PS simplement à la sortie du nucléaire, même si évidemment le nucléaire en fait partie".

Plus tard, il plaide : "N'oublions pas la filière de l'efficacité énergétique, qui crée aussi de l'emploi." Avec la filière agricole, "on arrivera très rapidement à un million d'emplois", promet-il.

Eva Joly "ne conçoit pas que le PS puisse s'opposer" à la sortie du nucléaire. "C'est dans le sens de l'Histoire", dit-elle, applaudie. Joly défend les emplois créés en Allemagne dans le secteur des énergies renouvelables, "non délocalisables".

Henri Stoll, sur le nucléaire, se place en "petit soldat" de la direction du parti. Stéphane Lhomme salue la position du syndicat allemand IG Metall, qui s'est opposé au nucléaire au nom de l'emploi. Il plaide pour une sortie du nucléaire très rapide, "en dix ans".

Alexandre Piquard